

La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE RÉPARTITION

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1047 - octobre 2004 - SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ :

page 2 Au fil des jours

Quelques points de l'actualité estivale sont soulignés.

• RÉFLEXIONS SUR LE TRAVAIL

page 3 Le travail, c'est la santé...?

JEAN-PIERRE MON décrit la dégradation des conditions de travail aux États-Unis.

page 4 Aux esclavagistes modernes...

RAYMOND MONEDI s'insurge contre les patrons qui ne rêvent qu'augmenter la durée du travail

page 6 Les ingénieurs sur le fil du rasoir

PAUL VINCENT témoigne sur la façon dont les ingénieurs peuvent se comporter en citoyens responsables, sachant qu'ils risquent ainsi leur emploi.

• LECTURES :

page 7

Une belle voie... Mais qui reste à percer

MARIE-LOUISE DUBOIN a été enthousiasmée par les analyses de J. Attali dans "La voie humaine", mais déçue de ses timides conclusions

L'histoire populaire des États-Unis

MARC DEVOS a fait des découvertes dans cet ouvrage d'Howard Zinn

• ACTUALITÉ, HORS DE L'HEXAGONE :

page 9 Un bien étrange royaume

GÉRARD-HENRI BRISSÉ complète son témoignage sur l'état politique actuel du Cambodge.

• TRIBUNE DES LECTEURS :

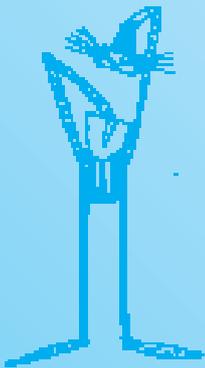
pages 12 Critique et précisions

• MORCEAU D'ANTHOLOGIE :

pages 13 La grande révolution

une page de JACQUES DUBOIN écrite en 1934

• COURRIER DES LECTEURS pages 14 et 15





Le Ministère de l'économie et des Finances fait de gros efforts pour la création d'emplois : il a accordé à Vivendi Universal un crédit d'impôts d'au moins 3,5 milliards d'euros pour lui permettre de créer 2.100 emplois.

En lisant cette brève information, parue sur internet, on peut simplement conclure qu'en moyenne, chacun de ces emplois promis nous coûtera au moins 1.666.666 euros.

Et on peut aller voir qu'il a déjà eu un effet bénéfique... sur l'action Vivendi Universal.

Mais l'information complète dans *Le Monde* du 26 août permet de mieux comprendre que si le gouvernement prétend lutter contre le chômage c'est vraiment par des voies indirectes et perverses. On apprend d'abord ce qu'est ce crédit d'impôt accordé par Bercy : il s'agit d'un régime fiscal spécial dit du "bénéfice mondial consolidé" qui, en gros, l'autorise à incorporer dans ses résultats ceux de ses filiales, qu'elles soient domiciliées en France ou à l'étranger, pourvu qu'il les contrôle à plus de 50% et non à plus de 95%. Ceci va permettre à Vivendi de dégager entre 500 et 555 millions d'euros supplémentaires par an au cours des 7 prochaines années, soit au total entre 3,5 et 3,8 milliards d'euros.

De son côté, Vivendi Universal a «pris auprès des pouvoirs publics plusieurs engagements en faveur de la création d'emplois dans des territoires français qui sont touchés par le chômage et par les restructurations industrielles». Lesquels ? — VU «implantera, via des sous-traitants, deux centres d'appels représentant au moins 300 emplois chacun dont l'un sera ouvert à Belfort en automne 2005, l'autre à Douai, un an plus tard» ; et par ailleurs, VU «apportera un soutien de 5 millions d'euros par an pendant 5 ans à la création dans des régions en difficulté d'au moins 1.500 emplois en cinq ans. Ces financements seront attribués à des sociétés de reconversion qui agiront en étroite concertation avec les collectivités locales concernées et le concours des représentants de l'État.»

En attendant, faites le compte.

LA CONSTITUTION... COMME SI C'ÉTAIT FAIT...!

Les journalistes ne doutent de rien... à moins qu'ils ne participent à une campagne d'intoxication. C'est ainsi qu'on pouvait lire¹ cet été les deux informations suivantes, assénées comme des réalités :

• Mardi 12 août, M. Giuseppe Pisanu, ministre de l'intérieur Italien, a rencontré son homologue allemand, M. Otto Schilly, pour mettre au point un plan de lutte commun contre l'immigration clandestine, consistant à faire financer par l'Union européenne des centres d'accueil et de regroupement en Lybie et dans d'autres pays africains d'où partent clandestinement des candidats à l'immigration en Europe. C'est, d'après M. Pisanu, une excellente initiati-

ve en faveur ... de la Constitution européenne, car, prenant ses désirs pour des réalités, il n'a pas eu peur d'affirmer : «la constitution européenne est aujourd'hui une réalité juridique, mais il faut des actes concrets pour la faire entrer dans la réalité de la vie quotidienne».

• M. Charlie Mc Creevy, nouveau commissaire européen au marché intérieur et aux services, a géré l'adhésion des dix nouveaux membres de l'Union et assuré l'adoption du projet de Constitution européenne.

LA CRISE PÉTROLIÈRE

Dans un tout autre domaine, les médias nous ont tout au long de l'été, abreuvés d'informations sur la nouvelle crise du pétrole. En clôture, le 2 août à Londres, le prix du brut de référence produit en mer du Nord, atteint 39,75 dollars le baril ; à New-York, le prix du brut texan de référence est fixé à 43,82 dollars le baril. Certains n'excluent plus un baril à 50 dollars à la fin de l'année. C'est une bonne nouvelle pour les producteurs, les compagnies pétrolières² et les fonds spéculatifs, mais une mauvaise nouvelle pour les pays importateurs, notamment pour les plus gros, États-Unis et Chine, suivis par l'Inde, le Brésil et la Russie.

Première explication : «des démêlés de Ioukos avec le Kremlin affolent le marché mondial»³. Décidément, ces Russes ne sont pas sérieux.

On ajoute à cela les tensions persistantes au Proche-Orient, l'insécurité en Irak, les incertitudes politiques et sociales au Nigéria et au Venezuela, mais pas un mot sur l'épuisement à court terme des réserves de pétrole⁴.

Même silence dans les articles qui suivent le 21 août, le 24, et enfin une petite phrase dans l'éditorial du *Monde* du même jour : «... la demande d'énergie grossissant avec le développement des géants chinois et indiens, et l'offre restant mesurée, en particulier en matière de pétrole dont les ressources pourraient s'épuiser dans moins d'un demi-siècle, le monde est entré dans une nouvelle phase.» C'est un avertissement très discret.

Remercions *France culture* d'avoir entrepris de nous donner des informations beaucoup plus complètes dans son émission "Terre à terre" du samedi matin à 7 heures.

LA MARCHANDISATION...MÊME DU PARADIS

Mardi 17 août, Mgr Jacques Perrier, évêque de Tarbes et Lourdes a annoncé⁵ qu'un déficit d'environ 1,3 million d'euros menaçait l'épiscopat français après le pèlerinage du pape dans la cité de Bernadette. Il précise que les dons des fidèles ne se sont élevés qu'à 200.000 euros environ pour un coût estimé à 1,5 millions d'euros. «Si vraiment il le faut, nous ferons un emprunt» a-t-il ajouté, en déplorant que le réflexe français de «l'Église, c'est gratuit» ait joué à plein.

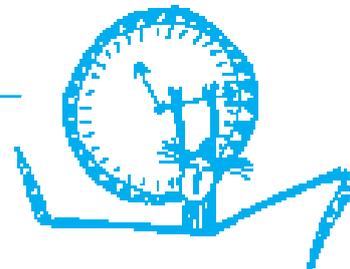
1. *Le Monde*, 14/08/2004.

2. Parmi elles, le groupe français Total a enregistré au deuxième trimestre des bénéfices en hausse de 22% (soit 2,16 milliards d'euros) par rapport à la même période de 2003.

3. *Le Monde*, 04/08/2004.

4. Voir *Grande Relève*, N°1036, octobre 2003.

5. *Le Monde*, 19/08/2004.



Le travail, c'est la santé...?

par Jean-Pierre Mon

À Londres, une banque de la City vient d'engager un clown pour déridier ses traders stressés¹; aux États-Unis, des entreprises offrent des massages à leurs employés au lieu d'augmenter leurs salaires, d'autres leur proposent des séances de yoga ou de méditation ou encore des cours de tai chi ou de feng shui pour les aider à surmonter leur stress... Environ 20 % des salariés états-unis "bénéficient" de tels programmes et les analystes de la société Market data Enterprises évaluent à 11,7 milliards de dollars le chiffre d'affaire de "l'industrie" de la gestion du stress. Cela fait aussi les affaires de l'industrie pharmaceutique dont les ventes d'antidépresseurs, d'anxiolytiques ou de somnifères augmentent d'année en année. (On observe le même phénomène en France où le marché des psychotropes est passé de 317 millions d'euros par an en 1980 à plus d'un milliard en 2001). Et, thème politiquement incorrect, nous ne disposons pas encore de chiffres sur le dopage des managers...

CADENCES INFERNALES

Aux États-Unis, comme partout dans le monde industrialisé, les travailleurs sont soumis à des cadences de plus en plus rapides, à une pression croissante. 62 % des travailleurs américains estiment que leur charge de travail s'est accrue durant les six derniers mois ; 53 % disent qu'ils sont submergés par leur travail et énormément fatigués. Même lorsqu'ils sont chez eux, restant toujours dépendant de leur téléphone cellulaire et de leur micro-ordinateur portable, ils ne se sentent jamais entièrement débarrassés de leur travail. À cela s'ajoutent l'insécurité de l'emploi l'augmentation du coût des assurances santé, les plans de retraite incertains. Pour beaucoup d'entre eux, le bureau est devenu un lieu d'angoisse.

DES FRAIS CONSIDÉRABLES

De telles conditions de travail coûtent, chaque année, aux États-Unis plus de 300 milliards de

dollars en soins, absentéisme et développement d'une industrie de traitement du stress devenue nécessaire pour pérenniser une production élevée². «*Ces coûts importants ne concernent que les entreprises. Il faut y ajouter les frais mis à la charge des individus et de la société*»³. Les salariés atteints de stress ont des dépenses de santé qui sont en moyenne 46 % plus élevées que celles des autres employés (ce qui correspond en gros à 600 dollars de plus).

Pourtant, la plupart des problèmes de santé liés au stress que l'on observe partout dans le monde restent, pour le moment, encore loin du phénomène

connu au Japon sous le nom de "karoshi" ou "mort d'une overdose de travail". Il n'empêche que, comme le constatent les analystes, les restructurations, la croissance rapide de certaines entreprises, l'externalisation, etc. – modes auxquelles certains attribuent la bonne santé économique américaine – se traduisent par une augmentation des jours de maladie, par l'allongement des hospitalisations, ou encore par de plus grands risques d'attaque cardiaque...

CROISSANCE DES EMPLOIS NON CONVENTIONNELS

«*La carrière traditionnelle dans laquelle on progresse pas à pas dans une ou deux entreprises, c'est terminée*»⁴. Aujourd'hui, un jeune américain ayant passé au moins deux années à l'université doit s'attendre à changer de travail au minimum une dizaine de fois avant sa retraite. Aux États-Unis, un travailleur sur quatre a un emploi précaire, y compris travail à temps partiel et emploi indépendant⁵ et 4 Américains sur 10 travaillent maintenant essentiellement en horaires variables⁶. Les heures non conventionnelles incluent des soirées, des nuits, des changements d'horaires, des week-ends. Bref, il faut satisfaire les demandes d'approvisionnement et les clients à toute heure.

Ces emplois sont de plus en plus dévoreurs de temps. Selon le Bureau international du travail, aux États-Unis les salariés travaillent plus de



1. *Le Monde*, 12/08/2004.

2. Institut américain du stress de New York.

3. Steven L. Sauter, chef de la branche Sciences organisationnelles et facteurs humains de l'Institut national d'études de la sécurité et de la santé.

4. Richard Sennet, sociologue à l'Université de New York.

5. Étude récente de la Rand corporation.

6. Harriet Presser, Université du Maryland.

7. Donald I. Tepas, *Étude des effets de l'excès de travail et du manque de sommeil sur la santé et la sécurité*, Université du Connecticut.
8. Centre national de recherches sur l'opinion, Université de Chicago.
9. Hugo Westerlund, chercheur à l'Institut National de Médecine psychosociale de Stockholm.

1.800 heures par an : 350 de plus que les Allemands et légèrement plus que les Japonais. Et grâce aux nouvelles technologies, «la distinction entre travail et temps non travaillé devient de plus en plus floue»⁷. Plus de 30% des employés se plaignent d'être toujours sous pression, et un quart de ceux qui ont été interrogés en 2002 disaient qu'ils n'étaient pas assez nombreux pour effectuer la tâche qu'on leur attribuait⁸. Diverses enquêtes montrent que la situation ne s'améliorera pas : 62 % des travailleurs américains disent que la quantité de travail qu'ils fournissent ainsi que leurs responsabilités ont augmenté dans les six derniers mois et qu'ils n'ont pas pris la totalité des congés auxquels ils

avaient droit l'an dernier. Rares sont ceux qui mettent en doute le fait que le niveau de stress est beaucoup élevé qu'il ne l'était peu d'années auparavant.

DU STRESS À LA MALADIE
Les sociologues et les médecins ont maintenant accumulé une abondante documentation concernant les effets du changement de la nature et de l'organisation du travail sur la santé. Des études entre-

prises sur de vastes bases de données américaines et scandinaves montrent notamment que les restructurations (ce qui, en clair, veut dire réductions d'effectifs) se traduisent par des troubles de santé tant pour les travailleurs licenciés que pour ceux qui ont conservé leur emploi. On constate ainsi que le risque de mourir d'une attaque cardiaque est deux fois plus élevé chez les employés qui ont échappé à une restructuration importante. Et, paradoxalement, dans des entreprises qui se sont fortement développées, on trouve, par rapport aux salariés des autres entreprises, 7% de plus de travailleurs qui prennent des congés de maladie de plus de 90 jours et 9% de plus qui sont hospitalisés pour une raison ou une autre.

On observe aussi des taux de cholestérol et d'hypertension beaucoup plus élevés parmi les employés des entreprises en cours de réorganisation. «Toute forme d'instabilité ou d'insécurité structurelle constitue un facteur de risque pour la santé des employés»⁹.

Ces incertitudes ont, entre autres effets, celui de faire augmenter la consommation de médicaments... et, bien sûr, d'aggraver les maladies déjà présentes.

Avec la destruction programmée de nos régimes de retraites, de notre sécurité sociale, de notre service de santé, et bientôt de nos services publics, il ne manquerait plus que le Medef et notre gouvernement réussissent à nous faire travailler plus... pour rattraper les Américains et adopter



Le texte qui suit a été publié sous le titre «*Comme le chômage et l'alcool, l'abus de travail aussi peut tuer*», sur le site internet du cercle PEP (Partage Équitable du Progrès) : www.cerclepep.com.

Aux esclavagistes modernes...

par Raymond Monedi

Avec tous les nuages qui se sont accumulés ces derniers temps et la nouvelle arrogance du Medef, il est fort probable que la rentrée sociale soit quelque peu orageuse. Alors que les «producteurs» de la France travailleuse vont reprendre leurs activités, les «profiteurs» veulent aujourd'hui accroître encore plus leurs avantages léonins. C'est en tirant trop sur la corde le jour, que le grand soir arrive !

NE TOUCHEZ PAS
À NOS 35 HEURES !

Alors que depuis le début de l'ère industrielle, nos horaires de travail ont été réduits de 84 à 35 heures, soit une baisse moyenne de 1 heure tous les 3 ans, les patrons voudraient maintenant revenir en arrière et remonter le temps de travail. Et de plus, toujours payées 35 ! Mais alors à quoi auraient servi tous les combats, tous les sacrifices réalisés

depuis l'aube des temps par nos aïeux, pour assurer leur survie ? A quoi auraient servi toutes les luttes, toutes les grèves, les efforts et aussi parfois les morts, de la classe ouvrière pour améliorer leurs conditions de vie et de travail si c'est pour revenir en arrière, à l'aube du 3ème millénaire ! Vous êtes totalement inconscients ! Mais avez-vous mesuré l'immensité du risque que vous prenez ? Continuez sur cette voie et vous verrez que 2006 aura de fortes chances de rimer avec 1936. Et peut-être même avec 1789 !

LE MACHIAVÉLIQUE

«MANAGEMENT PAR LA PEUR».

Dans l'immédiat, par l'ignoble chantage à l'emploi que vous commencez à instaurer dans les esprits, des salariés apeurés par la crainte du chômage et des délocalisations, acceptent contraints et forcés vos exigences honteuses et anachroniques ! Mais qu'en sera-t-il demain ? Le manage-

ment par la honte et la frousse ne dure jamais bien longtemps !

Alors que les immenses progrès technologiques réalisés depuis le début de l'ère industrielle... auraient dû permettre de faciliter, de socialiser et d'humaniser le travail, vous en avez profité au contraire, pour accélérer la production afin d'accroître toujours plus vos honteux profits. Et vous voulez aller encore plus loin ? Ne voyez-vous pas qu'en mettant une pression maximum dans les entreprises vous risquez tout bonnement de les faire exploser comme les premières marmites de Denis Papin au début de l'ère industrielle ?

Et parce que dans leur ensemble les Français ne veulent pas vous suivre dans vos délires, vous parlez de "France paresseuse" ! ...Non, les Français ne sont pas des paresseux, ils sont tout simplement assez intelligents pour comprendre qu'ils seront toujours les dindeons d'une farce que vous avez concoctée à votre avantage.

Dans un souci de salubrité publique, il faudrait, comme pour le tabac, aviser les gens que «*l'abus de travail nuit à la santé*». Il fût des temps où le travail jouait un rôle fondamental dans la formation et l'évolution des hommes, où tout en leur permettant de gagner leur vie, il était aussi leur raison d'être et parfois même l'accomplissement de toute une existence ! Les individus mettaient alors toutes leurs facultés et leur fierté dans le travail qu'ils réalisaient et qui en retour les valorisait ! Mais à présent, une telle image n'existe plus ! Vous avez tout sali ! Par rapacité sordide vous avez même tué le noble concept du travail et vous en avez saccagé les valeurs morales. Ne voyez-vous pas que la France, et tous les pays industrialisés, sont malades de la compétivite ? Cette nouvelle maladie pompe à la fois et le corps et l'esprit des personnels de tous niveaux, des salariés aux nombreux cadres qui sont de plus en plus sujets au stress. «*Merci patrons !*», c'est grâce à vous et à la pression que vous mettez dans les entreprises que nous sommes les champions de la consommation de psychotropes, que les noms des drogues et antidépresseurs, Témésta, Prozac et autres, sont passés dans le vocabulaire usuel et que les cabinets des psychotérapeutes ne désemplissent pas.

KAROSHI, NON MERCI !

Au Japon, nombreux sont ceux qui meurent d'une "overdose" de travail. Attaques cérébrales ou cardiaques et même suicides ne sont pas rares chez les cadres qui sacrifient leur vie de famille à leur boulot. Cette maladie fait partie de leur culture et porte même un nom, le "Karoshi". Mais il y a une culture et culture Messieurs les "néo-esclavagistes", et accepter comme un honneur de mourir au travail ne fait pas partie de la nôtre ! Pour nous, grâce aux magnifiques progrès que nous avons réalisés, le travail n'est qu'un moyen ce n'est pas un but !



LE TRAVAIL, LE TRAVAIL, LE TRAVAIL,
ILS N'ONT QUE CE MOT À LA BOUCHE !

Tous les moyens et tous les discours sont bons pour faire travailler toujours plus les salariés, afin d'empêcher toujours plus de dividendes. Quelle honte et quelle tromperie aussi, surtout quand les médias emboîtent le pas. Comme on n'ose pas, encore, toucher aux 35 heures, on nous dit qu'on va «*assouplir la Loi pour permettre aux salariés qui le désirent, de travailler plus pour gagner plus*». Et la main sur le cœur, gouvernement et Medef tentent d'expliquer: «*vous comprenez, il y a des périodes dans la vie où pour faire face à des dépenses importantes, imprévues, des salariés ont besoin de gagner plus, alors il est normal que nous leur donnions la possibilité de travailler plus !* » Que c'est beau ! On croirait entendre Jean Valjean, le héros des *Misérables* de Victor Hugo ! C'est oublier que ces grands sentiments vont dans le droit fil des intérêts du patronat. Plus il y a d'heures supplémentaires, plus il y a de bénéfices pour l'entreprise et moins elle a besoin, par cet échappatoire, d'accroître son effectif en embauchant des chômeurs ! Vous êtes très fort Baron Seillière, mais quelle hypocrisie !

RECHERCHES, DÉCOUVERTES ET
... FARNIENTE.

Mettre la pression dans les entreprises ne leur suffit pas, nos cupides rapaces veulent aussi pressurer les cerveaux pour accroître encore plus leurs profits. Ils ont compris que les innovations sont des facteurs importants de croissance, alors ils veulent augmenter au maximum le potentiel créatif des chercheurs, en affolant leurs neurones .

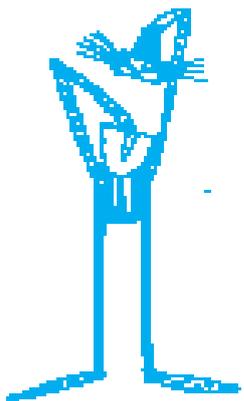
Mais stop, danger ! À vouloir accélérer les rythmes humains, tant sur les plans physique que psychique, on se trompe !

La biologie en fournit la preuve : cela ne va pas sans danger ! Outre le stress déjà évoqué, et tous ses méfaits, mettre les facultés cérébrales sous pression c'est aller à l'encontre du but recherché. Que de grandes découvertes ont été faites, dans ou après des moments de "farniente" ! C'est bien alors qu'il se prélassait dans son bain qu'Archimède trouva son fameux principe, *tout corps plongé dans un liquide , etc...* Et c'est en voyant tomber une pomme du pommier sous lequel il faisait sa sieste que Newton eut l'idée des lois de la gravitation universelle. Pour être

créatif, il faut fortement penser au problème et l'intérioriser, et puis ensuite se détendre, laisser l'esprit bati-foler.

Au lieu de surpresser les neurones des chercheurs, il vaudrait donc mieux les envoyer en "vacances" pour qu'ils en reviennent avec des moissons d'innovations ! Chiche !!!

Dans la revue des *Ingénieurs sans frontières*, était posée récemment la question de la possibilité pour un ingénieur d'exercer pleinement ses droits et devoirs de citoyen, dans la mesure où sa liberté se trouvait limitée par l'obligation de loyauté envers son entreprise. Paul Vincent leur a répondu par un message dont voici l'essentiel :



Les ingénieurs sur le fil du rasoir

Quelques éléments de réponse à cette question figuraient dans le cahier "emploi" de *"Libération"* daté du lundi 5 juillet : en France, si un salarié refuse de garder le silence sur des pratiques financières douteuses, un risque sanitaire ou une quelconque infraction à la loi, que cela soit fait de façon respectueuse en passant par la voie hiérarchique ou que ce soit par une dénonciation urbi et orbi, il s'expose sûrement à être licencié, ou bien "placardisé" puis, par diverses méthodes, contraint de donner sa démission, une solution plus économique et moins risquée que son licenciement, encore que les Prud'hommes soient souvent compréhensifs vis-à-vis de l'employeur qui licencie.

C'est ainsi que les dommages sanitaires causés par une importante société d'équarissage furent reconnus et sanctionnés par de lourdes amendes devant le tribunal correctionnel de Vannes, mais que le licenciement de Francis Doussal, le chef de fabrication qui avait eu le courage de les révéler, a par ailleurs été validé pour "abus de liberté d'expression". Parmi les "valeurs" défendues en d'autres occasions par les Prud'hommes figurent aussi le "devoir de confidentialité" et le "lien de subordination". Dans un contexte de guerre économique, les accusations des Prud'hommes sont parfois assez voisines de celles des Tribunaux Militaires.

Même iniquité de notre système judiciaire à l'égard de Robert Prigent, un capitaine de navire pétrolier licencié et jamais réintégré malgré de multiples procès : il s'était permis d'alerter la hiérarchie de Total sur ce qu'il qualifiait de prises de risques inconsidérées, lesquelles ont effectivement conduit à des catastrophes et coûté des milliards à la collectivité.

Il y a aussi André Cicoletta, viré du jour au lendemain pour avoir en 1994 attiré l'attention de l'Institut National de Recherche et de Sécurité pour la prévention des accidents du travail (INRS) sur les dangers des éthers de glycol. Au vu de la réglementation bénéfique pour la santé de son prochain qui en est résultée, celui-ci déclare néanmoins ne rien regretter en ce qui concerne son propre sort et être «satisfait d'avoir bien agi».

Il existe encore des gens comme cela.

Mais pour ceux qui n'ont pas une vocation de kamikaze, il n'est en France pas d'autre solution que l'indiscrétion prudente et la fuite bien orientée, c'est-à-dire de s'en remettre au *Canard Enchaîné* pour défendre l'intérêt public, ce dont celui-ci s'acquitte d'ailleurs fort bien. Aux États-Unis, on semblerait au contraire s'engager dans un système encourageant ouvertement la délation. Il est vrai que, tout y étant privatisé, un intérêt privé ne s'y oppose pas à l'intérêt général, dont tout le monde se fiche autant que chez nous, mais à d'autres intérêts privés, donc respectables, et qui savent se faire respecter. Et après un certain nombre de scandales ruineux pour les actionnaires, comme dans l'affaire Enron, ceux-ci ont compris qu'ils auraient peut-être intérêt à ce que d'éventuelles malversations ou imprudences leur soient connues le plus tôt possible.

Lorsqu'il y a 50 ans je suis entré chez l'équipementier automobile Ferodo, devenu depuis Valeo, j'ai moi-même vécu sans m'en rendre compte l'occultation longtemps entretenue de la dangerosité de l'amiante présente dans nos usines sous toutes ses formes, et particulièrement sous forme de poussière dans les ateliers de façonnage. Ceux-ci furent quand même équipés peu à peu de systèmes d'aspiration et de filtres, mais on était encore loin du luxe de précautions pris aujourd'hui pour le désamiantage, qui est devenu une nouvelle source d'importants profits ("pollueurs" ou "dépollueurs", même combat !).

... En situation de guerre économique, on ne tolère pas non plus les objecteurs de conscience. Quelle leçon pourrait-on en tirer ? C'est que, contrairement au credo ultra-libéral, l'intérêt général n'étant pas la somme des intérêts particuliers, seuls des États suffisamment forts, c'est-à-dire plus forts en tout cas que les lobbies, pourraient arriver à faire prévaloir l'intérêt général. Au début de l'an 2000, dans un entretien télévisé entre Pierre Bourdieu et Gunter Grass, je me souviens qu'ils se trouvaient d'accord pour traiter les ultra-libéraux de "nouveaux anarchistes". Et à la même époque, Maurice Allais (Mines de Paris 1933 et Prix Nobel d'Économie 1989) écrivait aussi dans *Le Figaro* : «Cette évolution s'est accompagnée d'une multiplication de sociétés multinationales ayant chacune des centaines de filiales, échappant à tout contrôle, et elle ne dégenère que trop souvent dans le développement d'un capitalisme sauvage et malsain. Au nom d'un pseudo-libéralisme, et par la multiplication des dérèglementations, s'est installée peu à peu une espèce de chienlit mondialiste laissez-fairiste.»

Bien cordialement,

Paul Vincent.

Une belle voie, mais qui reste à percer

par Marie-Louise Duboin

«*La gauche a-t-elle encore quelque chose à dire ?... Y a-t-il place aujourd'hui pour un projet politique ? Les partis semblent ne pas avoir le courage de répondre à ces questions. Ils se contentent d'attendre qu'une sanction frappe l'autre camp. En particulier, les partis de gauche n'ont plus ni vision du monde, ni doctrine, ni projet, ni programme ; ils n'ont que des postures. Et pourtant, jamais la politique n'a été plus nécessaire.*» Le responsable de la vente du dernier livre de Jacques Attali, *La voie humaine*¹, a su rendre alléchante sa "quatrième de couverture".

Effectivement, les trois quarts de ce livre portent un regard très lucide sur "le monde tel qu'il vient" s'il poursuit son évolution sans changer d'orientation. L'auteur fait preuve de tant d'intelligence et sa plume est si claire qu'on comprend vite comment la démocratie et le marché, s'étant d'abord développés de façon complémentaire, ont bifurqué au point de s'opposer aujourd'hui. C'est le marché qui l'a emporté, et la société de marché s'est transformée en société de marchandises et on est dans l'impasse de la social-démocratie de marché. Le constat est brossé en quelques lignes lumineuses : «*la victoire du mar-*

ché sur la démocratie ôte aux nations les moyens de corriger la distribution inégalitaire des revenus et des patrimoines que laissent organiser les marchés... Alors que la démocratie confère le pouvoir politique à des majorités pauvres, le marché, lui, octroie le pouvoir économique à des minorités riches» et c'est ainsi, pour prendre au hasard un exemple cité, qu'en Grande-Bretagne plus du quart des enfants n'ont plus accès aux services publics de base. Et cette dégradation se poursuit puisque la croissance a lieu précisément là où le marché écrase la démocratie.

Le verdict est donc sans appel. Mondialisation

des marchés et développement des technologies vont favoriser les activités illégales, des entreprises et organisations criminelles vont se doter de tous les attributs des États, les firmes créant leur propre monnaie. Les institutions internationales seront incapables d'empêcher ces situations (qu'elles auront largement contribué à créer), ni les désastres écologiques qui en résultent, les citoyens ne seront que les spectateurs d'une "comédie" qui leur donnera sans doute l'illusion d'être responsables, mais la démocratie ne sera plus qu'un leurre et les hommes politiques, des fantoches.

ALORS QUE FAIRE ?

La France était une nation forte et reste un des premiers bénéficiaires de la mondialisation. Mais les marchés vont bousculer sa culture. À force de négliger l'enseignement supérieur, elle recule déjà dans de nombreux domaines du savoir. Bref, son statut risque fort de voler en éclats et elle pourrait s'effondrer comme le reste de l'Occident.

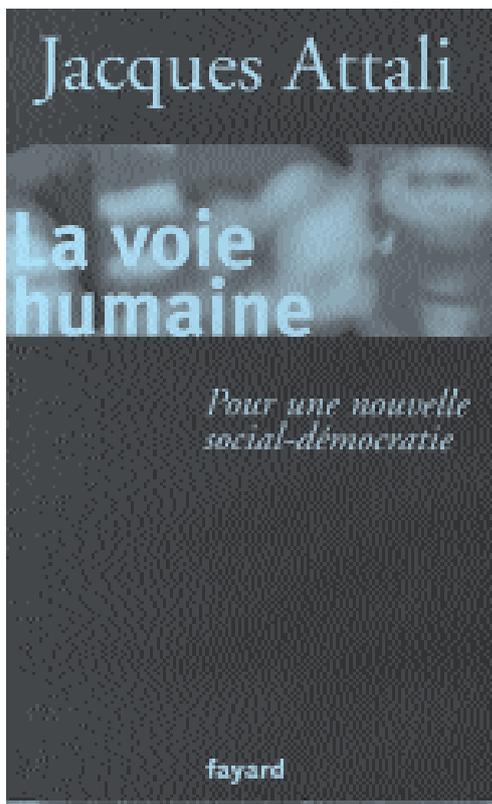
La France, résume notre auteur, hésite entre quatre destins : se crispier sur elle-même (les souverainistes), s'inscrire dans la mondialisation (les libéraux), mieux répartir les richesses en acceptant tous les risques de la

société de marché (la social-démocratie de marché qu'Attali qualifie judicieusement de *gauche maladroite* et dont il fait ensuite le procès), ou une quatrième voie qu'il propose sous le nom de *nouvelle social-démocratie* et qui consisterait à «*inventer enfin une autre façon de vivre ensemble qui permette de combiner ce que le marché a de meilleur et ce que la démocratie peut inventer de plus fort*».

Cette description colle si parfaitement avec nos propositions que nous avons été vivement attirés.

Effectivement, on peut constater une grande

1. «*La voie humaine Pour une nouvelle social-démocratie*» par Jacques Attali, éditions Fayard, avril 2004, 200 pages, 15 euros.





convergence avec les concepts clés de cette "voie humaine". D'accord pour voir le réseau compétitif céder la place à un réseau coopératif dont chaque membre a intérêt à ce que les autres membres possèdent aussi les biens essentiels, qu'il définit comme «*l'ensemble des biens nécessaires à chaque personne pour pouvoir choisir librement son temps*». D'accord pour reconnaître l'importance du patrimoine relationnel de chacun et affirmer qu'à l'avenir, le premier des patrimoines sera l'appartenance à des réseaux, car si «*pauvre, jusqu'ici, c'était ne pas avoir ; demain, ce sera ne pas appartenir*» à un groupe, à un cercle familial, à une nation, etc. Oui aussi à une économie relationnelle fournissant des biens relationnels, gratuits ou non marchands.

DÉCEPTION

Mais, hélas, les "dix chantiers d'une nouvelle social-démocratie" qui sont énumérés ensuite sont bien insuffisants pour y parvenir !

Certaines pistes sont trop légèrement ébauchées. Il est dit, par exemple, qu'il faut maîtriser l'usage de l'énergie nucléaire, meilleur rempart contre l'effet de serre, et en éliminer efficacement les déchets... Point. Plus facile à dire qu'à faire !

On éprouve ensuite quelque inquiétude en lisant que la nouvelle social-démocratie doit, dans les secteurs où la gratuité n'est pas préférée, assurer à l'économie de marché les moyens d'être le plus efficace possible pour dégager le maximum de richesses marchandes à répartir entre tous. Comment ? — En créant un climat favorable à l'économie de marché, avec des règles durables, dans un environnement stable et une administration efficace par un État prévisible. On n'en sort donc pas ? Serait-ce que le passage de notre auteur à la Direction de la

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (la BRED, dont le but explicite était d'aider les pays de l'Est à aller vers une économie de marché) aurait définitivement placé une borne infranchissable dans son cerveau tellement brillant d'habitude ?

Certaines pistes sont d'abord attrayantes. On avait aimé l'annonce d'une économie relationnelle. Mais quand on découvre plus loin qu'il ne s'agit que d'«*encourager fiscalement la création d'entreprises relationnelles, organisations civiques qui devront remplir des devoirs de solidarité, rendus nécessaires par la mondialisation et la précarité qui en découle*», il faut bien en déduire qu'il s'agit de mettre notre pays sous un grand parapluie à l'abri d'une société de marché qu'on n'envisage pas de freiner. Alors ? Attali ne veut donc que rendre plus adroite "la gauche maladroite" et rester dans "la seconde voie" décrite plus haut ? La réorganisation du travail est proposée en ces termes : «*Le travail doit être le lieu de la mise en œuvre des conditions nécessaires au "bon temps"*». Bon programme, puisque «*chacun répartira plus librement les 100.000 heures qu'il devra encore consacrer tout au long de son existence au temps contraint*», et qu'il faudra faire diminuer cette durée. Nous sommes preneurs. Preneurs également pour modifier autant la nature que la durée du travail et pour rendre responsables les différents acteurs de l'entreprise. Mais quand il est question ensuite qu'une meilleure gouvernance des entreprises conduise les conseils d'administration à décider d'une répartition plus juste des revenus, à compenser les délocalisations et à «*réduire la part des revenus financiers par rapport aux revenus du travail*», on découvre... que la montagne est en train d'accoucher d'une gentille souris.

Je viens de terminer un livre, pas toujours agréable à lire, mais prodigieux d'enseignements. Il s'agit de : *l'histoire populaire des Etats Unis* par Howard Zinn. Il fait bien voir comment les "pères fondateurs", c'est-à-dire cinquante propriétaires d'esclaves et massacreurs d'indiens, en déclarant «*Nous, le peuple....* » ont mis au point un système électoral binaire qui aboutit aujourd'hui, pour moi, à souhaiter la victoire de Bush de peur que celle de Kerry n'amène la France à envoyer ses soldats en Irak, comme le suggère déjà Madeleine Allbright. Le bilan que tire Zinn est qu'il n'y a pas d'autre issue que d'appliquer un programme comme celui de *La Grande Relève*, je cite en effet le haut de la p.757 : «*les leviers du pouvoir devraient être confisqués à ceux à qui l'on doit l'état dans lequel se trouve la société actuelle – les grandes entreprises, l'appareil militaire et leurs alliés politiques. Il faudrait, par un effort coordonné de toutes les communautés locales du pays, reconstruire une économie à la fois efficace et juste, produisant en coopération ce dont les gens ont le plus besoin. Nous commencerions au niveau des quartiers, des villes, des lieux de travail. Tout le monde devrait avoir une tâche, quel qu'il soit, même ceux qui sont actuellement exclus de la force de travail – les enfants, les personnes âgées, les "handicapés". La société pourrait ainsi bénéficier de cette énergie aujourd'hui gaspillée, de ces qualifications et de ces talents inexploités. Tout le monde devrait participer quelques heures par jour aux tâches certes routinières mais néanmoins nécessaires, consacrer la majeure partie de son temps libre au plaisir, à la création, à sa vocation, tout en produisant suffisamment pour garantir une répartition équitable. Certains biens de première nécessité devront être assez abondants pour être sortis du système d'échange monétaire et être disponibles gratuitement pour tout le monde : la nourriture, le logement, les soins de santé, l'éducation et les transports.*» Il faut au moins jeter un œil à ce chapitre où il rêve de la seule solution réaliste, cela me semble en étroite parenté avec nos idées.

Alors, de voir qu'un "politique", un ultra politique, aboutisse à dire que la seule solution qu'il envisage est de démocratie socio-économique, m'invite à ne pas chercher d'utopie du côté politique.

Marc Devos.

Notre "grand témoin" du Cambodge aborde ici la situation actuelle de ce pays qu'il connaît si bien. En l'évoquant, il offre un exemple, alors que la presse française en parle rarement, de l'ingérence de la diplomatie des États-Unis et de la pression qu'elle se permet d'exercer, par le biais de l'économie, sur la politique intérieure de ce pays dont il rappelait, dans notre précédent numéro, qu'il avait pourtant obtenu en novembre 1953, la reconnaissance de son indépendance...

NB. Ceci amène G-H Brissé à utiliser, pour parler des partis politiques, les sigles qui les désignent habituellement. Ils lui sont tout à fait familiers, mais pas à nous, alors nous les explicitons en marge.

Un bien étrange royaume

par Gérard-Henri Brissé

Voilà plus d'un an que le deuxième Royaume du Cambodge survit avec un gouvernement dit "de coalition" (PPC* - FUNCINPEC**) dont le moins que l'on puisse dire est qu'il se succéda à lui-même, puisque désigné en 1998, il a résisté aux résultats du scrutin du 27 juillet 2003 - sous supervision de la communauté internationale qui, pour la plus grande part, en a assumé les frais.

À vrai dire, la composition d'un nouveau gouvernement a peu différé du précédent, puisque le le PSR*** rejeté dans l'opposition, en est exclu, faisant ainsi voler en éclats l'Alliance Démocratique conclue entre le FUNCINPEC et le PSR. Ce dernier ne se contenta plus de jouer les trublions dans l'opposition et aurait souhaité avoir sa part de responsabilités au sein de l'Exécutif, histoire de mieux le contrôler et le transformer de l'intérieur.

S'il est indéniable que le PPC a remporté la majorité, celle-ci n'est pas suffisante pour lui permettre de gouverner seul. Les deux tiers des suffrages des députés sont requis par la grâce des règles édictées par l'APRONUC**** et pour gouverner, il doit composer avec des formations politiques alliées.

Après bien des heurts et des vicissitudes, l'alliance de raison Hun Sen-Ranariddh a fonctionné cahin-caha jusqu'en juillet dernier, mais rien ne va plus depuis que, pour renforcer leur cohésion, FUNCINPEC et PSR ont constitué une *Alliance Démocrate* qui se voulait l'interlocuteur obligé du PPC, ce dont Hun Sen ne souhaitait à aucun prix. Le Premier ministre, d'abord répu- dié comme tel par l'Alliance, puis reconnu comme partenaire par le FUNCINPEC, ne veut pas entendre parler d'un ménage à trois, mais à deux (FUNCINPEC - PPC) ou, tout au plus, à deux et demi (FUNCINPEC - PPC + PSR). Pour sauver la face et dans la perspective de surmonter un blocage, le FUNCINPEC a décidé à la limite de prendre le PSR comme son enfant adoptif. Histoire de mettre à l'épreuve les liens

très forts qui existent dès longtemps entre le Prince Norodom Sirivudh, l'actuel secrétaire général du FUNCINPEC, et M. Sam Rainsy. Car cet enfant turbulent de la politique fut déjà partie prenante de la grande famille royaliste, sous la tutelle débonnaire de l'APRONUC.

FUNCINPEC et PSR, réunis au sein de l'Alliance Démocrate, ont mis en avant 73 propositions, qui sont en réalité des conditions pour faire partie d'un gouvernement, lequel comporte, au grand dam du roi, quelque 332 membres, incluant les ministres, secrétaires d'État, sous-secrétaires d'État et une floppée de conseillers. Il n'y avait plus, à la mi-mai 2004, que quelques points en litige.

Comment expliquer ces palabres interminables, alors que le 5 novembre dernier, le roi était parvenu à mettre tout ce petit monde d'accord lors d'une réunion au pavillon Kantha Bopha du Palais Royal ? Par la suite, certains participants ont affirmé que le Souverain leur avait quelque peu forcé la main.

Depuis lors, Sa Majesté le Roi a pris ses quartiers de printemps, d'abord à Pékin, où de toute façon il est régulièrement suivi par ses médecins chinois, puis à Chhang Suu On, une résidence mise à sa disposition depuis 1974 dans la banlieue de Pyongyang, d'où il continue à envoyer pour son site internet¹ ses chroniques, souvent critiques vis-à-vis du deuxième Royaume. Il a fait savoir qu'il ne reviendrait à Phnom Penh qu'après règlement intégral des problèmes liés à la réunion de la nouvelle Assemblée Nationale - pour désigner ses responsables - et à la formation d'un gouvernement de coalition issu des dernières élections. Devant la lenteur des pourparlers il a menacé d'abdiquer pour dénoncer une évolution qu'il juge "kafkaïenne", puis, finalement, il y a renoncé.

LE JEU DES GRANDES PUISSANCES

En réalité, il faut rechercher l'explication de ces zizanies intestines dans les constantes de l'his-

* PPC =
Parti du
Peuple
Cambodgien,
nom donné au Parti
Révolutionnaire du peuple
du Kampuchea, parti
communiste cambodgien qui
a dirigé le pays de 1979 à
1991 avant de se transformer
en PPC. Le président en est
actuellement M.Chea Sim, et
le secrétaire M. Hun Sen.

** FUNCINPEC =
Front
UNi pour un Cambodge
INdépendant,
NEutre et
Coopératif. Fondé en 1981
par Norodom Sihanouk et
présidé par le prince
Norodm Ranariddh.
Le roi N.Sihanouk n'a plus
aucun rôle dans ce parti
qu'il a pourtant fondé,
notamment depuis que cette
formation a absorbé
les militants du Front
National de Libération du
peuple Khmer, fondé et
présidé par M.Son Sann,
aujourd'hui décédé.

*** PSR =
Parti Sam Rainsy, du nom
de son fondateur, qui a fait
sécession du FUNCINPEC.
Aujourd'hui le PSR est le seul
parti dans l'opposition,
après avoir tenté en vain
d'être associé à l'actuel
gouvernement.

**** APRONUC =
Autorité PROvisoire
(15/3/1992-24/9/1993) des
Nations Unies au
Cambodge, instituée par les
Accords de Paris sur le
Cambodge le 23/10/1991.

1 adresse de ce site :
<http://www.norodom-sihanouk.info/Messages>

toire du Cambodge. Selon la tradition, le Kampuchea s'articule autour du Mont Méru, pivot de l'univers. Centre du monde, il est également exposé aux influences extérieures, en premier lieu de ses voisins qui ont acquis la sinistre réputation «*d'avaleurs de terres khmères*». Et tout aussi traditionnellement, la Chine a toujours considéré le Cambodge comme sa zone d'influence privilégiée. L'Empire du Milieu, naguère considéré comme "l'ami numéro un" du premier Royaume, est toujours très présent depuis le départ de l'APRONUC. Les Chinois y investissent beaucoup dans le tourisme, l'hôtellerie-restauration, l'industrie, le commerce, les infrastructures, y compris... la livraison d'armements.

En recevant officiellement, courant mai, le Premier ministre Hun Sen, accompagné d'une imposante délégation, répondant ainsi à la récente visite au Cambodge du vice-Premier ministre chinois, les autorités de Beijing désignent clairement leur interlocuteur privilégié, avec lequel d'importants accords de coopération ont été signés. L'autre interlocuteur présent à Beijing n'étant autre que le Prince Norodom Sirivudh - et non le Prince N. Ranariddh, en délicatesse avec Beijing depuis qu'il a tenté une reconnaissance diplomatique officielle avec Taïpeh.

Comme par hasard Hun Sen et N. Sirivudh eurent de longs entretiens en territoire chinois, dans l'esprit de la réunion informelle de Phnom Penh, le 5 novembre dernier. C'est dire l'importance que Beijing attache à une reconduction des conventions actuelles, sous l'égide du Premier ministre Hun Sen...

Bien présents, les États-Unis, qui jouaient officiellement un rôle volontairement modeste et effacé du temps de l'APRONUC, entendent désormais relancer à travers le Cambodge la politique de "containment" à l'égard de la puissance chinoise, laquelle avait si mal réussi dans les années 1960-1970. Et ils s'apprentent à inaugurer, en plein centre de la capitale Phnom Penh, au pied du Phnom, là où était autrefois le Cercle sportif français (tout un symbole !) l'une des plus rutilantes de leurs ambassades en Asie. Certains milieux américains n'ont pas renoncé à éliminer de la scène politique les anciens régimes socialistes encore au pouvoir au Vietnam et au Laos. Les gouvernements successifs de Washington ont tenté, en particulier, d'utiliser à leur profit les rescapés du FULRO***** créé au début des années 1960. Regroupés dans la province de Ratanakiri au Cambodge, ils furent ensuite acheminés vers un camp créé pour eux en Thaïlande, avant d'être officiellement rapatriés aux États-Unis. Et là, des volontaires sont formés pour être de nouveau opérationnels "sur le terrain". Nous avons connu plus récemment au Cambodge l'épisode des *Cambodian Freedom Fighters*, qui firent mine

d'attaquer certains ministères-clés, et ne dissimulent pas leur intention d'éliminer le Premier ministre Hun Sen.

On sait que les États-Unis entretiennent au Cambodge une quarantaine d'associations religieuses, en majorité de confession protestante, qui se livrent auprès des populations à un prosélytisme d'un goût pour le moins douteux. Les Américains financent peu ou prou, directement ou indirectement, 90% des ONG présentes au Cambodge; ils portent à bouts de bras quelque 80% des entreprises du secteur textile et de la confection qui bénéficient de quotas d'importation privilégiés aux États-Unis. Ces entreprises, on le sait, font vivre actuellement quelque 220.000 salariés. La suspension des avantages liés au système des quotas pourrait entraîner des licenciements massifs... Une telle échéance est évoquée pour le 31 janvier 2005. Faire reposer le développement industriel d'un pays sur un seul secteur d'activité est un jeu dangereux. En l'occurrence, il expose l'avenir du Royaume à toutes les pressions possibles.

Cette menace n'est pas vaine. La part des États-Unis dans l'aide financière multilatérale n'est pas négligeable et on comprend mieux de quelle marge de manœuvre Washington dispose pour faire pression sur la politique cambodgienne.

Il est clair que certains milieux, aux États-Unis, et non des moindres, cherchent par tous les moyens à affaiblir le PPC au profit de l'Alliance Démocrate. D'où la démarche clairement réalisée par Hun Sen, qui, tout en maintenant des liens solides avec le Vietnam et le Laos voisins, cherche à renforcer ses rapports de coopération avec la Chine, qui en contrepartie lui accorde ouvertement son soutien. D'où les va-et-vient récents des principaux leaders de l'Alliance, notamment le Prince Norodom Ranariddh et Sam Rainsy, aux États-Unis, pour obtenir confirmation d'un appui politique mais aussi une aide en dollars et des garanties pour l'avenir.

UNE TRAGÉDIE SANS IMPORTANCE

Mais l'élément déterminant sera ce tribunal international destiné à juger les anciens dirigeants encore en vie de l'ex-Kampuchea Démocratique, dont l'instauration est déjà programmée à Phnom Penh, avec l'appui technique et financier de l'ONU et une contribution financière du Cambodge ; un budget n'ayant pu encore être voté, faute d'institutions adéquates, d'autres nations, notamment le Japon et l'Australie, ont proposé leur participation.

Déjà, le lieu a été défini : ce sera la salle Chakdomukh, où se déroulent les représentations du théâtre cambodgien. Évidemment, tous se sentent concernés par cette échéance qui devrait donner lieu à de furieux débats. Non seulement la douzaine des principaux acteurs du drame qui s'est déroulé de 1975 à 1979 et

***** FULRO =
Front
Uni de
Libération de la
Race
Opprimée.

même dans les années qui ont suivi, mais encore ceux qui seront cités comme témoins, ne serait-ce que parce qu'ils prirent une part active à un mouvement de résistance dont les Khmers Rouges devinrent le fer de lance.

Parmi ceux-ci, d'anciens cadres Khmers Rouges qui s'insurgèrent à partir de 1977-78 contre Pol Pot, créèrent leur propre mouvement avec l'appui du Vietnam voisin, accédèrent au pouvoir dans les années 1980 et sont encore en place aujourd'hui à Phnom Penh. En 1996, ils acceptèrent la reddition de leurs anciens maîtres, avec le risque de se retrouver dans le même panier que les principaux accusés !

De cette tragédie "sans importance" - l'expression est de l'écrivain britannique William Shawcross - aucune famille khmère ne sortit indemne. Le roi lui-même, retenu en résidence (très) surveillée dans son palais, perdit cinq de ses enfants et quatorze de ses petits enfants.

Tour à tour, il a annoncé qu'il se rendrait, en tant que témoin, à ce tribunal - si on l'y conviait puis que sa présence ne paraissait pas souhaitable en raison du manque de fiabilité, d'objectivité et de compétence des juges cambodgiens qui en feraient partie. Au dernier moment, il semble bien qu'il sera présent, selon ses dernières déclarations.

Le Souverain n'est certes pas hostile à l'idée d'un jugement, sous réserve qu'un tribunal réunisse toutes les conditions d'objectivité et d'indépendance, à la manière de la Cour pénale de La Haye sur l'ex-Yougoslavie. Mais il a toujours marqué sa préférence pour le concept de pardon et de réparation, plutôt que de réactiver une pulsion de vengeance qui comporterait le risque de rallumer la guerre civile en son pays déjà si meurtri. C'est dans cet esprit qu'il fut amené à proclamer une amnistie en faveur de son pire adversaire, l'ancien ministre du régime Khmer Rouge Ieng Sary. Et qu'il n'a cessé de préconiser que l'on rende hommage aux victimes, que l'on rassemble leurs ossements et qu'on les incinère à l'occasion de cérémonies religieuses, d'après une très ancienne croyance selon laquelle les âmes des défunts de mort violente viennent tourmenter les vivants aussi longtemps qu'on ne les honore pas. Des esprits chagrins ont vu dans cette proposition une manière d'éliminer toutes traces des atrocités commises; à quoi il est facile de rétorquer qu'entre-temps des monceaux de documents photographiques et autres ont pu être réunis, en particulier par le Centre de documentation sur le Cambodge que dirige M. Youk Chhang.

Ce projet de tribunal pour juger les crimes commis par les Khmers Rouges ne date pas d'hier; il fut dès longtemps élaboré par une poignée d'intellectuels et d'universitaires américains qui ont collecté des fonds destinés à accumuler les preuves d'un génocide - le terme "politocide" nous paraissant plus approprié. Les Américains ont ceci de particulier qu'ils veulent instaurer des tribunaux internationaux aux quatre coins de la planète, pour y juger des dictatures ou pouvoirs forts qu'ils ont eux-mêmes installés ou

encouragés ou un temps aidés, et puis qu'ils ne jugent plus conformes à la défense de leurs intérêts. Il en fut bien ainsi du Kampuchea Démocratique et de sa principale composante Khmère Rouge admis à l'ONU et reconnus un temps à Washington comme État et régime légitimes. Mais ils ne veulent surtout pas d'un tribunal international qui jugerait des citoyens américains !

Les derniers développements extrêmement négatifs de l'intervention américaine en Irak font dire à une personnalité proche du roi du Cambodge que le procès visant les Khmers Rouges, n'aura pas lieu. Déjà, l'un des principaux accusés, M. Khieu Samphan, a annoncé la couleur en publiant¹ un ouvrage dans lequel lui-même et son ancien camarade de classe à Paris, l'avocat Jacques Vergès, annoncent la couleur : si ce tribunal se met en place, ce sera le procès de l'impérialisme américain !

L'une des conditions indispensables à l'ouverture et au fonctionnement de ce tribunal international est qu'il soit approuvé par l'Assemblée Nationale cambodgienne et avalisé par un gouvernement cambodgien légal. Ce qui, au moment où nous écrivons ces lignes - fin août 2004 - est loin d'être le cas !

La souveraineté du Cambodge contemporain demeure encore fragile. Après l'intervention de l'APRONUC jusqu'en 1993, ce pays bénéficie d'une aide internationale importante, reconduite tous les ans par des conférences restreintes réunissant les principaux donateurs et des ONG, et qui siègent tantôt à Paris, tantôt à Tokyo.

Or le Cambodge est toujours tributaire pour sa reconstruction et son développement du soutien technique et financier de la communauté internationale. Par delà des progrès importants réalisés dans certains secteurs d'activités - tourisme, agriculture, hétévaculture - il ne parvient pas à éradiquer durablement une très grande pauvreté qui concerne 43% de sa population - contre 36% deux ans plus tôt.

D'autres fléaux, régulièrement dénoncés par le roi : les bas salaires dans la fonction publique, leur corollaire, la corruption, les inégalités croissantes de revenus, l'insécurité, les trafics de drogue, etc. en font toujours l'un des pays les moins avancés d'Asie et du monde.

La cohésion nationale autour d'un programme de développement plus en phase avec les ressources du pays et le bien-être général de la population, le respect des grandes conquêtes de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale de la nation, sont les exigences rappelées et soulignées sans cesse par le Roi Norodom Sihanouk, lequel redoute un avenir fort compromis par les zizanies intestines à la merci d'ambitions extérieures.

Qui plus est, l'avenir des institutions monarchiques s'avère très incertain.

Il fut un temps où le slogan: "le Cambodge s'aide lui-même", invitait les Khmers de toutes conditions à prendre leur destin en mains. Aujourd'hui, si certains Cambodgiens savent fort bien s'aider eux-mêmes, ils trouvent difficilement les voies d'un destin national à

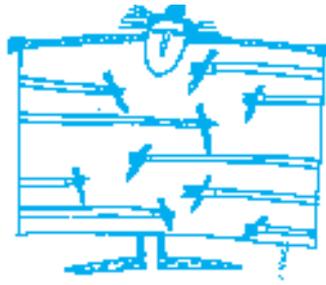
CRITIQUE

Dans la promotion de l'Économie Distributive, vous affirmez que «*si jus-qu'à maintenant la compétition était naturelle, si elle était inculquée dès l'enfance, c'est parce que notre système économique a été conçu à une époque où les biens produits étaient rares, c'était donc la course pour être le mieux servi. On est amené à penser et à agir autrement quand on est devant un buffet bien garni et assuré qu'il sera regarni sur commande*». Pourtant toute l'histoire, depuis le néolithique, nous apprend qu'il n'y a, hélas, rien de plus naturel entre vivants que la compétition (reposant notamment sur le désir mimétique, bien analysé par l'anthropologue René Girard), et qu'elle n'est donc pas la conséquence de quelque système économique créé depuis (Ricardo ? Smith ?), même si le récent ultra-libéralisme en a apocalyptiquement exacerbé les dérives.

Nous ne vivons pas dans une société d'abondance. Ou alors on ne nous en fera vivre que la dangereuse illusion. Le désir mimétique qui nous pousse à désirer ce qu'autrui désire nous poussera toujours à la rivalité et induira toujours du sentiment de manque ou d'envie, sentiment que certains pourront toujours exploiter en faisant rêver que le bonheur résiderait dans la possession de tel objet, tel prestige ou tel pouvoir possédé par autrui (si futile fût-il).

Certes, depuis quelques décennies, nous (sociétés occidentales industrialisées) produisons en abondance certains produits dont le prix sera évidemment d'autant plus bas qu'ils auront été (mécaniquement) produits en abondance. Cependant nous continuons de vivre sur une planète où l'abondance serait loin d'être la règle pour peu qu'on ambitionnerait de répartir justement entre tous les habitants de la planète ses richesses naturelles ou produites. Le mythe d'une société d'abondance ferait en outre totalement l'impasse sur la dégradation écologique qu'elle induirait et qu'elle induit déjà. Par ailleurs, si l'on regarde l'ensemble de la planète, dont la population, et donc la force humaine de travail n'a cessé d'augmenter, il n'y a pas diminution du temps de travail, au contraire. Si, dans les pays riches, la réduction du temps de travail a été rendue possible grâce à la mécanisation et au savoir accumulé depuis des générations, elle l'est aussi grâce à l'exploitation directe ou indirecte de populations du monde (pays du Sud ou de l'Est), où l'on ne cesse de travailler voire galérer de pire en pire...

C. Stenger.



PRÉCISIONS

En employant le terme d'économie d'abondance nous voulons souligner que les problèmes à résoudre ne sont plus ceux d'une économie de rareté où le problème majeur est celui de produire les biens d'intérêt vital et où la compétition s'explique par la crainte qu'il n'y ait pas assez pour tout le monde.

Or l'humanité a accumulé un patrimoine de connaissances scientifiques, théoriques et techniques tel que la production mondiale par tête d'habitant n'a pratiquement jamais cessé de croître. Et aujourd'hui la production des biens de première nécessité est théoriquement résolu au point qu'on peut produire de quoi fournir à tous les habitants de la planète plus que le nécessaire pour vivre. On a donc bien changé d'ère économique, en ce sens que le problème majeur à résoudre n'est plus de produire plus, c'est maintenant celui de l'accès de tous aux biens vitaux.

Mais comme on raisonne toujours comme en économie de rareté, les producteurs se plaignent que l'abondance de leurs produits en fasse baisser les prix, donc leurs revenus. Les économistes déclarent qu'il y a *surproduction*. Des mesures sont prises pour maintenir de force la rareté : destructions de récoltes, quotas imposés, mises en jachères, subventions, etc. On mesure à quel point ces mesures sont non seulement absurdes, mais criminelles quand on sait que plus de 840 millions de personnes dans le monde souffrent de malnutrition.

Et, toujours pour la même raison, l'économie s'oriente vers d'autres productions dont ni l'inutilité ni la nuisance n'entrent en ligne de compte, *pourvu qu'étant rares* elles attirent des clients solvables. Trouver "des débouchés" est devenu le principal souci économique et ce non-sens est mesuré par le potentiel déployé en publicité sous toutes ses formes afin de pousser à la consommation, sur de "nouveaux marchés", de *n'importe quoi, produit n'importe comment*.

Dès lors qu'on peut produire à volonté, la production ne doit plus être orientée par la recherche et le *maintien artificiel de la rareté pour le profit*. Elle doit d'abord assurer les besoins vitaux de tous, il faut pour cela repenser la répartition du pouvoir d'achat, et la production supplémentaire ne doit compromettre ni l'environnement, ni les réserves de la terre pour les générations futures.

En d'autres termes, nous ne croyons pas à un mythe, nous disons que le système économique actuel est inadapté à notre temps et que maintenant il faut raisonner autrement...

M-L Duboin.

Dans un de ses premiers ouvrages *La grande révolution qui vient*, Jacques Duboin mesurait l'importance du bouleversement économique dont le XX^{ème} siècle allait être le témoin. En voici un extrait. Il date de 1934.

La grande révolution

De la plus lointaine histoire à la fin du XVIII^{ème} siècle, soit pendant 6.000 ans environ, les civilisations qui se succèdent ont un caractère commun: la production des hommes est strictement limitée à ce qu'ils peuvent produire avec leurs bras et, si l'on y ajoute l'énergie du cheval, du bœuf, de quelques roues mues par le vent ou le courant d'une rivière, le total de l'énergie utilisable représente l'équivalent de 2.000 à 4.000 calories par jour et par habitant. Si l'antiquité et même les peuples plus rapprochés de nous connurent quelques machines, celles-ci restèrent à l'état de curiosités scientifiques parce qu'une machine est un cadavre tant qu'on ne lui fournit pas l'énergie qui lui transmet la vie.

Egyptiens, Grecs, Romains, Perses, Chinois, hommes du Moyen Age, de la Renaissance, des XVII^{ème} et XVIII^{èmes} siècles, sont, sous le rapport qui nous préoccupe, logés à la même enseigne. Une pièce de terre, pour être mise en culture, exigeait autant d'heures de travail à la mort de Louis XV qu'au temps des Pharaons. Les maisons étaient construites à la main; les étoffes étaient tissées à la main; tout ce qui était utile sortait des mains de l'homme. Comme toutes les richesses avaient cette unique origine, il est clair que la production totale d'une société ne put jamais dépasser la mesure du travail effectif de tous les citoyens. Cependant, au cours de ces 6.000 années, à cet égard si uniformes, certains peuples parvinrent à élever légèrement l'énergie dont ils disposaient. Cela va leur conférer une supériorité sur leur voisin.

Ne croyez-vous pas que, si certains peuples se sont imposés à d'autres, par la conquête notamment, c'est peut-être parce que l'énergie dont ils disposaient était plus considérable que celle des peuples qu'ils assujétissaient ? Je pense aux Espagnols qui ont fait la conquête des Aztèques et des Incas. Ne serait-ce pas parce qu'ils possédaient des chevaux et savaient se servir de la poudre à canon ? On pourrait peut-être dire qu'une civilisation à 4.000 calories doit supplanter celle qui ne dispose que de 2.000 ! Alors que penser de la nôtre qui dispose peut-être de 140.000 à 160.000 calories par jour et par tête d'habitant, c'est-à-dire près de 40 fois plus qu'au siècle de Louis XIV ?

Quelle transformation inouïe et quels bouleversements sociaux !

Inouïe, parce que d'une brutalité extraordinaire, parce que cette révolution s'est faite en 150 années, et à quel rythme ! Si nous observons qu'au cours de 6.000 années, l'énergie dont disposa l'homme a crû dans le rapport de 1 à 2, je constate qu'il a fallu un seul siècle pour qu'elle passe de 2 à 5; puis vingt-cinq années seulement pour qu'elle saute de 5 à 8; enfin elle bondit de 8 à 40 environ au cours des vingt-cinq dernières années que nous venons de vivre.

Cent cinquante années pour passer d'une civilisation où tout était rare, car rien ne sortait que des mains de l'homme, à une civilisation animée par les forces que l'homme avait captées dans le monde extérieur. Autrement dit, car j'y insiste encore, l'humanité a marché pendant des siècles et des siècles à la conquête de l'énergie, puis brusquement, en un temps quarante fois plus court, elle en possède quarante fois davantage.

Voilà la cause du désarroi actuel des hommes et des choses, car notre régime social n'a pas tenu compte de cette évolution inouïe.

C'est son adaptation à un progrès technique aussi étourdissant qui provoque la révolution qui s'annonce et dont nos esprits bouleversés constatent les signes avant-coureurs.

Jacques Duboin.



SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

M. Quinet 28,53 – A. Chadeyron 2,06 – J. Frigout 38,11 – R. Terrier 18,53 – V. Antoniuk 18,53 – R. Godart 8,53 – J. Neufville 6,11 – Mme Duchene-Marullaz 14,23 – J. Boudon 6,11 – G. Rachmuhl 18,53.

Total 159,27 euros

(Liste arrêtée le 23 septembre)

Merci à tous !

Cette souscription nous permet de modérer le prix du journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement. Il leur suffit pour cela de se signa-

DATE D'ÉCHÉANCE

Rappelons à nos fidèles abonnés que la date d'échéance de leur abonnement est clairement portée sur la bande d'envoi de leur journal, sous leur adresse, en dernière ligne, à droite.

Pour ne pas les bousculer... et pour nous éviter l'envoi d'une lettre de rappel, nous continuons à leur faire le service plusieurs fois après cette échéance.

Nous les remercions d'en

Je continue à apprécier, à lire avec autant de plaisir et d'être réconforté par la Grande Relève. J'ai pourtant quelques réticences sur certains "raccourcis" politiques, dans ce domaine, je trouve que vous abandonnez quelquefois la rigueur et le sérieux dont vous faites preuve régulièrement pour la pensée, les faits et le raisonnement dans le domaine économique, peut être dans "l'utopie" que la politique pourrait régler les choses.

Je prendrai juste deux exemples dans le dernier numéro.

Paul Vila y parle du "rêve de Liberté, Egalité, Fraternité d'il y a 210 ans", on peut rêver et je rêve, mais présenter les choses comme si on en rêvait il y a 210 ans n'est pas une erreur de date seulement, mais un contre sens historique. Car en 1789 la révolution a gagné et son idéal a été imposé était «Liberté, Egalité, Sécurité, Propriété» et l'appropriation des biens, la suppression des freins économiques de la royauté au profit de la liberté "libérale". Fraternité ne vient qu'en 1848 et je ne suis pas sûr que cette vision de la liberté "sociale" ait gagné, cela me semble plutôt un patchwork politique d'avoir mélangé les deux idéaux pour rassurer tout le monde, de la même manière que pour faire le drapeau de la France on avait inclus la couleur du roi entre les deux couleurs de Paris.

Marie-Louise parle de la réaction primaire du "tous pourris !" des abstentionnistes et de l'extrême droite. Pour l'extrême droite, je ne sais pas si elle est si primaire que cela, mais pour moi, si je suis classé parmi les abstentionnistes, premier parti de France (pas beaucoup plus fourre-tout que les autres), c'est que notre démocratie ne permet pas de décompter les électeurs qui votent sans trouver satisfaisant aucun des candidats. Si les bulletins blancs étaient décomptés, peut être se serait-on évité le ridicule de surpasser les pays totalitaires qui atteignent des scores de 90 %, mais se donnent la décence de ne le faire qu'avec un seul candidat.

Pour moi je ne vois pas de différence entre participer dans les conditions actuelles à une élection politique et à participer à l'élection des candidats de Star Academy.

Je ne dis pas que nos politiques sont pourris, je dis que dans notre système ils ne représentent pas leurs mandants, mais leurs intérêts de représentants; même les extrêmes ont abandonné la "lutte des classes" au profit de la "lutte des places" !

Il ne s'agit plus de confier un mandat à des gens qui vont l'exécuter et en rendre compte, mais d'attirer le votant comme on attire le client, certains ont même le toupet d'appeler à voter "utile", sans dire utile pour qui, bien entendu. Le minimum que je demande si je suis amené à faire un chèque en blanc, c'est de pouvoir vérifier mes extraits bancaires... alors si tu m'appelles à voter, offre moi au moins un minimum de garantie.

M.D., Ranrupt.

Quand un précieux navire prenant l'eau de toute part est sur le point de couler, il faut certes continuer à boucher les voies d'eau, mais surtout empêcher impérativement de faire des trous ce ou ceux qui s'en rendent coupables. C'est ce que vous écrivez page 8/2 (GR 1046) en traitant du «capitalisme comme la cause nuisible qu'il faut attaquer, car il est inutile d'en dénoncer une à une (en remédiant à chaque effet) toutes les dérives catastrophiques vis-à-vis des Droits de l'homme ou de son environnement». Il est donc d'autant plus paradoxal de souligner (fin du "fil des jours" page 2) «le courage d'Attac débordée par la profusion des luttes qu'elle engage tous azimuts» qu'un Campdessus soi-même patron du FMI sauferreur, a lui aussi été en son temps assez virulent contre les méfaits du capitalisme, sans pour cela remettre en cause ce dernier, ni proposer une alternative comme vous le faites, bien que vous insistiez sur "le revenu supplémentaire personnalisé (page 8/3 de l'encart)" qui non seulement – je vous l'ai déjà en son temps dit – ne change absolument rien au principe capitaliste, mais encore trahit l'esprit du "service social" de Jacques Duboin (page 16/4 de couverture). On peut également regretter –partie remise ? – que Jean-Pierre Mon (pages 3 et 4) ait passé sous silence l'une des dernières "offensives néo-libérales" consistant à "garantir l'emploi sous condition d'accepter une réduction de salaire" (infos radio) quitte à ne plus tenir les promesses en licenciant après avoir ponctionné les salariés durant des années ou/et en creusant toujours plus l'écart.

Remarquons que le patronat n'est pas seul à promettre "demain on rase gratis" puisque page 7/fin 4 de l'encart vous n'hésitez pas à parler "d'espoir et sens à la vie" tout en ne changeant pas radicalement le système –d'un coup mais sans rien casser – (voir ci-dessus) en s'accommodant de réformes alors que la survie même de l'Humanité est de plus en plus à l'ordre du jour et quand même les travaux pénibles, salissants ou dangereux nécessiteraient des réductions du temps de travail plutôt qu'une augmentation de revenus (question de principe impératif réalisable).

J.B., Cadillac

COMMENTAIRE DE LA RÉDACTION. En général, c'est plutôt de vouloir changer trop radicalement le système qui nous est reproché !

C'est la transformation de la nature de la monnaie (pour en faire un flux de pouvoir d'achat équivalent au flux des produits mis en vente) qui est la clé de voûte de nos propositions et ne trahit nullement l'esprit de celles de J.Duboin. Mais nous y ajoutons les bases (dont le contrat civique) d'une véritable démocratie économique, qui ne saurait exclure ni la possibilité de surestimer le temps de travail quand celui-ci est particulièrement pénible, ni celle d'un "revenu supplémentaire personnalisé" si, où, et quand il s'avère nécessaire.

.

Lionel Stoléru, ancien secrétaire d'État et président du Conseil de développement économique à Paris a fait paraître dans Le Monde du 4/9/2004, un article intitulé «L'économie va mal» dans lequel il fait le constat suivant maintes fois évoqué dans La Grande Relève à savoir : «ceux qui ont des revenus élevés ont l'essentiel de leurs besoins satisfaits. Les magasins regorgent de produits qu'ils arrivent à peine à solder ; depuis que chacun a un (ou deux) téléphone portable, les biens d'équipement (automobiles, électroménager, audiovisuel, équipement du foyer) sont à saturation. La publicité a beau chercher désespérément à nous faire acheter n'importe quoi, elle n'y réussit pas. Les deux fonctions qui sont normalement les locomotives de la consommation des ménages, la santé et les loisirs s'essouffent elles aussi. La santé, parce que le déficit de la Sécurité Sociale oblige à freiner la demande ; les loisirs, parce que l'insécurité mondiale décourage les explorateurs du monde. Aucune révolution technologique n'est en vue pour créer de nouveaux besoins ou rendre obsolètes des produits existants». Il termine ainsi : «on navigue à vue sans vouloir regarder les récifs qui sont devant nous. Ainsi voguait naguère le Titanic». Métaphore à rapprocher de l'essai de Nicolas Hulot pour notre environnement terrestre ... Lionel Stoléru termine son article ainsi : «Après l'échec du système d'économie collectiviste, le monde entier est dans le système de l'économie de marché. Quelqu'un a-t-il un autre système à proposer ? Ne peut-on reconnaître que notre problème est de savoir faire mieux fonctionner notre système et non d'en changer ?» Je suis relativement d'accord. Et si l'économie dite distributive n'était que l'élément manquant au libéralisme pour qu'il puisse lui aussi se libérer de ses propres chaînes qu'il a contribué à créer quitte à sombrer, s'il ne percevait pas que sa survie dépend de son ouverture enfin à l'économie sociale et solidaire. N'est-ce pas d'ailleurs par elles deux que les mentalités peuvent peu à peu se transformer. Lorsque le navire sombrera définitivement les milliers d'associations, nos embarcations de demain, pourront accueillir les milliers de projets en attente !

Mouloud.

RÉPONSE. Nous ne sommes pas d'accord parce que nous pensons que l'ED est profondément différente du "capitalisme néo-libéral" puisqu'elle n'est pas basée sur la compétition et la rivalité mais sur la coopération, qu'elle ne gratifie pas les motivations individualistes, qu'elle met l'économie au service de tous et non pas l'homme au service du capital, qu'elle n'impose pas la croissance à n'importe quel prix mais permet de décider ensemble comment et quoi produire ensemble, en respectant les droits de l'Homme et de son environnement. L'obstacle est donc dans les fondements, dans les principes, du système actuel : il ne peut pas se transformer en économie sociale et solidaire, leurs points de vue sont diamétralement opposés. Quand le Titanic fonce sur un iceberg, il faut changer sa route.





L'économie distributive, proposée par J.Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place... mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles.

Ce "revenu social" est versé en "monnaie de consommation" et permet au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine. Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extension et ses perfectionnements) revêt la forme d'un "service social" accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les complète de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car **pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre !**

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **KOU, L'AHURI**
ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.**
de Jacques Duboin Un livre plein d'humour, écrit en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge en 1996.
(prix 9,90 euros franco).
- **JACQUES DUBOIN**
Extraits choisis dans son œuvre.
(prix 1 euro franco).
- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**
de Marie-Louise Duboin. Un roman qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie proposée et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société. (16,70 euros franco).
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.**
Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.
(3,80 euros franco).
- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie.
(3,80 euros franco).
- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple
N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?
N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?
N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,
N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).
- Et un résumé de nos thèses, sur deux pages, était présenté dans les N°1022 à 1029.
on peut les commander au journal.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN
Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Commission paritaire N° 0408 K 83051 · **ISSN** : 0398-2076

Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER, LASSERPE

Impression : ARTIS · **Diffusion** : NMPP

Adresse postale : BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/



TARIFS D'ABONNEMENT

France (régime intérieur pour la Poste)21,47 euros.
ou abonnement de soutien (deux exemplaires)	33,89 euros.
DOM23,45 euros.
TOM26,20 euros.
Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2003 :	
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux)26,86 euros.
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse)26,20 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis)27,12 euros.
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P- M-Orient)	26,53 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud)28,97 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
par chèque bancaire
ou par CCP :

N°de compte 13 402 39 M Paris
références internationales:

IBAN : FR46 3004 1000 0113 4023 9M02 088

BIC : PSSTFRPPPAR